CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
- 6 -11- 1989
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 16 février 1989, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal", a donné le 11 octobre 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 februari 1989 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst", heeft op 11 oktober 1989 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il y a lieu de se demander si la fixation des tarifs, et spécialement l'adoption de tarifs préférentiels, pour les journaux et écrits périodiques, relèvent de la compétence des autorités nationales ou ne sont pas à inscrire dans les attributions des Communautés qui, aux termes de l'article 4, 6°bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, règlent le soutien à la presse écrite ("de hulp aan de geschreven pers").

A l'occasion des travaux préparatoires de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles (F) a observé ce qui suit :

> "Pour ce qui concerne le soutien à la presse, il est évident que c'est l'aide directe qui est visée. Il va de soi que l'aide indirecte ne sera pas interdite" (1).

On relèvera que l'article 4, 6°bis, de la loi spéciale de réformes institutionnelles ne se borne pas à renvoyer aux dispositions de la loi du 19 juillet 1979 tendant à maintenir la diversité de la presse quotidienne d'opinion et plus communément qualifiée de loi d'aide à la presse. Les termes mêmes de la loi spéciale indiquent que d'autres préoccupations peuvent être rencontrées : d'autres formes de soutien que les subventions peuvent être envisagées (octroi de prix à des oeuvres littéraires, de récompenses à des journalistes ...); la presse écrite dans son ensemble, et pas seulement la presse quotidienne, peut être encouragée.

.../...

---

(1) Doc. Sénat, n° 405-2 (S.E. 1988), p. 59.

L'aide indirecte (qui prend la forme de tarifs préférentiels auprès de divers services publics ou de subsides d'investissements dans le cadre de l'expansion économique) (1) n'entre, cependant, pas dans les prévisions de l'article 4, 6°bis; elle reste, selon le cas, de la responsabilité des autorités nationales ou des autorités régionales.

+

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il convient d'écrire :

"Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifiée par les lois du 20 août 1962, du 9 juillet 1976 et du 2 juillet 1981 et par les arrêtés royaux n° 104 du 16 novembre 1982 et n° 437 du 5 août 1986;".

.../...

---

(1) F. DELPEREE, Droit constitutionnel, t. I, 2e édit., n° 127.

Alinéa 2.

L'article 14bis ne constituant pas le fondement légal de l'arrêté en projet, il y a lieu de supprimer les mots "et l'article 14bis, inséré par l'arrêté royal n° 437 du 5 août 1986".

Alinéa 3.

La loi du 31 décembre 1983 ne constituant pas le fondement légal de l'arrêté en projet, il y a lieu de l'omettre.

La même observation vaut pour l'alinéa 4.

Alinéa 5.

La référence aux lois coordonnées du 12 janvier 1973 doit être omise, dès lors que l'avis du Conseil d'Etat est demandé.

Alinéa 7.

Le considérant qui ne fait qu'annoncer en termes généraux et de manière fragmentaire l'objet de la modification projetée, doit être omis.

.../...

DISPOSITIF.

Sous la réserve de l'observation qui est faite ci-après au sujet de l'avant-dernier alinéa de l'article unique, il est proposé de scinder cet article en deux articles distincts, l'article 1er portant la modification des articles 14 et 15 en projet et l'article 2 étant consacré à l'exécutoire.

Le liminaire de l'article 1er doit être rédigé comme suit :

"L'article 14 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, modifié par les arrêtés royaux du 17 décembre 1984 et du 8 décembre 1987, l'intitulé qui précède cet article, l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 1984, et l'intitulé qui précède cet article, sont remplacés par les dispositions suivantes :".

Article 14 en projet.

Paragraphe 2.

Ce paragraphe reproduit le paragraphe 2 de l'article 14 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 en y ajoutant la condition que les écrits qui y sont visés doivent avoir "un caractère général quant à la diffusion de la pensée". Cette dernière expression n'est pas très claire et paraît superflue puisqu'en vertu de l'alinéa 2, les périodiques doivent comporter les articles d'information générale qui sont définis au paragraphe 3 comme étant "des textes rédactionnels à caractère informatif, culturel, éducatif, scientifique, technique, politique, historique, philosophique ou récréatif, dans lesquels toute forme de publicité est exclue".

.../...

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Sont considérés comme écrits périodiques, les revues, magazines et bulletins qui paraissent, pour une durée indéterminée, à des intervalles fixés d'avance ne dépassant pas trois mois".

Paragraphe 3.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont assimilés à des articles d'information générale, ceux qui traitent des activités d'associations qui ne poursuivent pas de but lucratif ou qui contribuent à maintenir un lien entre les membres de ces associations".

Paragraphe 4.

A l'alinéa 1er, les chiffres 1, 2, 3 ... doivent être remplacés par 1°, 2°, 3° ... .

La même observation vaut pour l'article 14, § 9, et pour l'article 15, § 1er.

Au 3, devenant 3°, il y a lieu de remplacer le mot "transactions" par le mot "opérations".

.../...

Article 15 en projet.

Paragraphe 1er.

1. Au 2, devenant 2°, l'expression "lorsqu'ils se rapportent exclusivement à la publication même" manque de précision.

D'après les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, les bulletins de versement ou de virement peuvent uniquement être considérés comme supplément s'il s'agit :

- soit d'une souscription au journal ou au périodique;

- soit d'un appel de fonds au profit d'une oeuvre humanitaire, à condition toutefois que l'appel soit fait dans une publication de l'oeuvre et non dans un autre journal ou périodique.

Cette intention n'est pas clairement formulée dans le texte.

2. La rédaction suivante est proposée pour la dernière phrase du 2° :

"Toutefois, les bulletins de versement et de virement ne doivent pas porter l'indication imprimée prévue par le présent paragraphe".

+

.../...

L'avant-dernier alinéa de l'article unique du projet dispose que "Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai normal d'entrée en vigueur des arrêtés.

ALGEMENE OPMERKING.

De vraag rijst of de nationale overheid wel bevoegd is om tarieven, en met name voorkeurtarieven voor dagbladen en tijdschriften, vast te stellen, dan wel of dit aansluit bij de bevoegdheden van de Gemeenschappen die luidens artikel 4, 6°bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de hulp aan de geschreven pers regelen.

Naar aanleiding van de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, heeft de Vice-Eerste Minister en Minister van Institutionele Hervormingen (F) het volgende opgemerkt :

> "Met steun aan de pers wordt hier vanzelfsprekend rechtstreekse steun bedoeld. Anderzijds, wordt het verlenen van zijdelingse steun niet verboden" (1).

Er zij opgemerkt dat artikel 4, 6°bis, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen er zich niet toe beperkt te verwijzen naar de bepalingen van de wet van 19 juli 1979 tot behoud van de verscheidenheid in de opiniedagbladpers, in de wandeling de perssteunwet geheten. Uit de bewoordingen zelf van de bijzondere wet kan worden afgeleid dat met andere opvattingen rekening kan worden gehouden. Andere vormen van steunverlening dan subsidies kunnen in overweging worden genomen, zoals het toekennen van literaire prijzen, prijzen aan journalisten, enz. Er kan ook een stimulans worden gegeven aan de geschreven pers in haar geheel, en niet alleen aan de dagbladpers.

.../...

---

(1) Gedr. St., Senaat, nr. 405-2 (B.Z. 1988), blz. 59.

De zijdelingse steun (in de vorm van voorkeurtarieven bij een aantal openbare diensten of in de vorm van subsidies in het kader van de economische expansie) (1) valt evenwel niet binnen het bestek van artikel 4, 6°bis; daarvoor blijven naar gelang van het geval de nationale overheid of de gewestelijke overheden verantwoordelijk.

+

AANHEF.

Eerste lid.

Er behoort te worden geschreven :

"Gelet op de wet van 26 december 1956 op de postdienst, gewijzigd bij de wetten van 20 augustus 1962, 9 juli 1976 en 2 juli 1981 en bij de koninklijke besluiten nr. 104 van 16 november 1982 en nr. 437 van 5 augustus 1986;".

Tweede lid.

Aangezien artikel 14bis geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit, moeten de woorden "en artikel 14bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 437 van 5 augustus 1986" vervallen.

.../...

---

(1) F. DELPEREE, Droit constitutionnel, eerste deel, 2e uitgave, nr. 127.

Derde lid.

Daar de wet van 31 december 1983 geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit, dient dit lid te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid.

Vijfde lid.

Daar de Raad van State om advies wordt gevraagd, behoort de verwijzing naar de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 te vervallen.

Zevende lid.

De considerans die er zich toe bepaalt het doel van de voorgenomen wijziging in algemene bewoordingen en ten dele weer te geven, moet vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Onder voorbehoud van de hierna volgende opmerking over het op voorlaatste lid van het enige artikel, wordt voorgesteld dit artikel in twee onderscheiden artikelen op te splitsen, met dien verstande dat in artikel 1 de voorgenomen wijziging van de artikelen 14 en 15 aan bod komt en artikel 2 wordt gewijd aan de uitvoering hiervan.

De volzin die artikel 1 inleidt moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 14 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 december 1984 en 8 december 1987, het opschrift dat aan dit artikel voorafgaat, artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 1984, en het opschrift dat aan dit artikel voorafgaat, worden vervangen door de volgende bepalingen :".

Het ontworpen artikel 14.

Paragraaf 2.

Deze paragraaf neemt paragraaf 2 van artikel 14 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 over met toevoeging van de voorwaarde dat de tijdschriften die erin worden vermeld "van algemene aard" moeten zijn "en (moeten) bijdragen tot de verspreiding van de gedachte". Deze laatste uitdrukking is niet erg duidelijk en lijkt overbodig, aangezien de tijdschriften, krachtens het tweede lid, de artikels met algemene informatie moeten bevatten die in paragraaf 3 worden gedefinieerd als "redactionele teksten van informatieve, culturele, opvoedkundige, wetenschappelijke, technische, politieke, geschiedkundige, wijsgerige of recreatieve aard waarin alle vormen van publiciteit uitgesloten zijn".

.../...

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Als tijdschriften worden beschouwd, revues, magazines en berichten die voor onbepaalde tijd verschijnen met vooraf bepaalde tussenpozen die drie maanden niet overschrijden".

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Met artikels van algemene informatie worden gelijkgesteld de artikels die handelen over de activiteiten van verenigingen zonder winstoogmerk of die bijdragen tot het in stand houden van een band onder de leden van die verenigingen".

Paragraaf 4.

In het eerste lid moeten de cijfers 1, 2, 3, ... vervangen worden door 1°, 2°, 3°, ...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14, § 9, en voor artikel 15, § 1.

In 3, dat 3° wordt, vervange men het woord "transacties" door het woord "verrichtingen".

Het ontworpen artikel 15.

Paragraaf 1.

1. In 2, dat 2° wordt, is de uitdrukking "enkel en alleen als ze betrekking hebben op de publikatie zelf" onnauwkeurig.

Volgens door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen kunnen de stortingsbiljetten of overschrijvingsformulieren eerst als een bijvoegsel worden beschouwd wanneer het gaat om :

- ofwel een intekening op het dagblad of tijdschrift;

- ofwel het inzamelen van geldmiddelen voor een instelling met een humanitair doel, op voorwaarde dat de inzameling in een publikatie van de instelling geschiedt en niet in een ander dagblad of tijdschrift.

Deze bedoeling is in de tekst niet duidelijk geformuleerd.

2. Voorgesteld wordt de laatste volzin van 2° als volgt te redigeren :

"De stortingsbiljetten en overschrijvingsformulieren behoeven evenwel de in deze paragraaf voorgeschreven gedrukte aanduiding niet te dragen".

+

In het voorlaatste lid van het enige artikel van het ontwerp wordt bepaald dat "Dit besluit (...) in werking (treedt) de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de normale termijn van inwerkingtreding van de besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.